

L'évolution des métiers de la fonction publique

Déclaration du groupe Coopération

Cette saisine interroge l'adaptation des métiers de la fonction publique aux attentes de la société dans un monde en mutation : révolution numérique, simplification administrative, transition écologique, sécurité, vieillissement de la population, santé, etc. Les attentes des citoyens sont multiples, parfois contradictoires et de plus en plus exigeantes notamment en terme de coût et de qualité du service rendu. De leur côté, les acteurs économiques demandent plus d'efficacité, de stabilité et de lisibilité à l'action publique.

Aujourd'hui, 5 millions et demi d'agents publics français contribuent à la qualité de vie de nos concitoyens, et à un modèle de société durable et soutenable.

Mais dans un monde ouvert et complexe, les modalités de l'action publique ne peuvent rester figées. Les évolutions économiques, financières, technologiques, sociales nous obligent à repenser l'action et les trajectoires des agents de la fonction publique. Or, comment organiser et gérer ces évolutions sans ébranler notre cohésion sociale et fragiliser l'emploi des agents publics ?

Si la dignité, l'impartialité, l'intégrité, la probité et la neutralité composent les principes généraux des métiers de la fonction publique, nous partageons les propos de l'avis qui associe leur mise en œuvre à une écoute attentive des besoins de la société qui évoluent sans cesse. Le groupe de coopération valide l'approche pragmatique de l'avis qui rappelle ces principes tout en mettant en avant l'enjeu d'adaptabilité qui permet à la fonction publique d'anticiper, ce qui paraît essentiel.

Parmi les leviers proposés par l'avis, nous souhaitons relever certains axes prioritaires :

- la modernisation de la fonction ressources humaines avec un double objectif de performance et de valorisation des métiers de la fonction publique ;
- la consolidation de la formation initiale et continue des agents, notamment au regard des transitions numérique et écologique. Cela rejoint d'ailleurs une des pistes proposées dans l'étude sur la commande publique responsable afin que les agents en charge des achats publics puissent sereinement avoir recours aux clauses sociales, environnementales et aux achats innovants ;
- et enfin, le développement et le soutien à toutes les formes de mobilités au sein de la fonction publique.

Le groupe de la coopération salue la qualité de ce travail et a voté en faveur de l'avis.